



Le Niger a été confronté en 2022 à une crise alimentaire sans précédent, causée par une confluence de facteurs – en particulier la mauvaise campagne agro-pastorale de 2021/22 ; la crise des prix de l'alimentation, du transport et des engrais ; l'insécurité civile et les déplacements forcés. Le Cadre Harmonisé de mars 2022 avait estimé que plus de 4,4 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire aiguë sévère durant la période de soudure 2022 (juin-août) – un record pour le pays, et une augmentation de plus de 90% par rapport à l'année précédente. Pour la région de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, ce chiffre s'élevait à 38,3 millions de personnes sur la même période, soit une augmentation de 41% par rapport à 2021.

### Une réponse rapide et à échelle

L'alarme avait été donnée dès la publication du Cadre Harmonisé de novembre 2021, qui prévoyait une augmentation exponentielle de l'insécurité alimentaire. Le gouvernement du Niger a su anticiper et répondre très tôt à cette crise, annonçant dès le mois de novembre 2021 un plan d'urgence exceptionnel pour répondre à la crise alimentaire pendant la période de novembre 2021 à mars 2022, en plus de son plan de soutien annuel habituel, qui couvre la période mars-décembre 2022.

Bien que toutes les réalisations de ces deux plans ne soient pas encore disponibles, l'on peut se satisfaire qu'ils aient significativement contribué à atténuer cette crise alimentaire et à réduire ses effets néfastes à long terme sur des millions de personnes. D'après le Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA), un bilan partiel de la réponse dans le cadre du Plan de Soutien indique qu'au 20 octobre 2022, plus de 221 milliards de FCFA sur les 294 milliards FCFA requis, ont pu être mobilisés (soit un taux de 75%) – avec 53% de contribution de l'Etat et de ses projets sous tutelle et 47% des partenaires techniques et financiers.

Ces fonds ont permis de mettre en œuvre des programmes d'assistance alimentaire (sous forme de vivres ou de transferts monétaires), de prise en charge et prévention de la malnutrition, de protection et de renforcement des moyens de subsistances.

Sous le volet sécurité alimentaire du plan de soutien, 3,9 millions de personnes ont reçu des distributions gratuites de vivres ou transferts monétaires pendant la période de soudure (dont une partie a également reçu des aliments nutritionnels pour la prévention de la malnutrition des enfants) – soit un taux de réalisation de 89% par rapport à la cible de 4,4 millions de personnes. Sur ce total atteint, 1,4 millions de personnes ont été assistées par le DNP-GCA, 2 millions par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et 400 000 par les ONG humanitaires et le CICR.

En plus de ces distributions alimentaires/monétaires d'urgence, la population a aussi bénéficié de l'opération de vente à prix modéré de céréales, de distributions de vivres/transferts monétaires conditionnels (activités à haute intensité de main d'œuvre) et l'appui aux cantines scolaires.

En termes de réponses agricoles d'urgence, plus de 9 300 tonnes de semences améliorées ont été distribuées sur 11 000 tonnes planifiées (soit un taux de réalisation de 85%) et 114 000 tonnes d'aliments bétail ont été mis à la disposition des éleveurs vulnérables (sur 90 000 tonnes planifiées, soit 126% de réalisation). Ces activités ont été réalisées à plus de 80 % par la partie nationale avec l'appui de la FAO, du CICR et des ONG.

Entre janvier et septembre 2022, d'après les données disponibles, environ 300 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été admis pour traitement (soit 62% de la cible

annuelle), dont 12% de cas avec complications médicales. Sur la même période, 275 000 enfants de 6 à 23 mois ont été traités pour la malnutrition aiguë modérée (MAM) avec l'appui du PAM (31% de l'objectif annuel).

En plus des réponses d'urgence apportées dans le cadre du Plan d'Urgence ou du Plan de Soutien, les programmes pluriannuels de résilience ont joué un rôle fondamental dans la réduction des besoins humanitaires pendant la crise. A titre d'exemple, 80% des villages appuyés par le programme de résilience du PAM et des autres partenaires en 2022 situés dans des communes officiellement classées « extrêmement vulnérables » par le gouvernement n'ont eu besoin d'assistance humanitaire pendant la crise – alors que les villages environnants étaient dans le besoin. Ceci représente près d'un demi-million de personnes qui n'ont pas eu besoin d'assistance humanitaire grâce aux impacts positifs et encourageants des programmes de résilience pluriannuels et multisectoriels. D'autres programmes conjoints, dont ceux des agences basées à Rome (FAO, FIDA, PAM) et l'UNICEF, ont pu avoir un impact similaire.

### **Une situation alimentaire et nutritionnelle reste cependant inquiétante**

Si l'ampleur et la rapidité de la réponse apportée par le gouvernement et ses partenaires ont permis d'atténuer la crise alimentaire de 2021/22, les perspectives pour l'année prochaine restent inquiétantes. En effet, malgré une campagne agro-pastorale adéquate en 2022, l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2022 démontre que 2 millions de personnes sont actuellement en insécurité alimentaire aiguë sévère (période novembre-décembre 2022), et que ce chiffre atteindra 2,9 millions de personnes pendant la période de soudure en 2023 (juin-août). Si ces chiffres sont inférieurs à ceux de l'année dernière (année de crise exceptionnelle), ils restent néanmoins nettement supérieurs à ceux d'une année dite « normale » telle que 2020/21 et sont les chiffres les plus élevés depuis la mise en place du Cadre Harmonisé au Niger en 2012. Bien que la situation ne soit pas aussi préoccupante qu'en 2022, elle reste inquiétante – notamment du fait de la persistance de la crise des prix, des déplacements forcés et de l'insécurité civile. Il importe de souligner qu'en 2022, les ménages vulnérables ont fait face à une soudure beaucoup plus précoce et prolongée que la normale, et ont donc largement eu recours à des stratégies d'adaptation négatives d'urgence affectant les moyens d'existence – notamment l'endettement, la vente des terres ou de biens productifs – dont les impacts néfastes se feront encore sentir en 2023.

En matière de malnutrition, les résultats récents de l'enquête nationale de nutrition (SMART) réalisée en octobre 2022 confirment que la situation nutritionnelle demeure préoccupante, avec un taux de malnutrition aiguë globale (MAG) de 12,2 % (contre 12,5% en 2021), dont 2,4% souffrent de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 9,8% de malnutrition aiguë modérée (MAM).

*Pour plus d'information, veuillez contacter,*

**Laura Fultang**, Chargée de l'information publique OCHA, [fultangl@un.org](mailto:fultangl@un.org), (+227) 99 71 71 39  
**Nitesh Pate**, Chef d'unité Urgence PAM, [Nitesh.patel@wfp.org](mailto:Nitesh.patel@wfp.org), (+227) 92 19 91 35  
**Modibo Traore**, Chef de Bureau OCHA, [traorem@un.org](mailto:traorem@un.org)